

Affaire suivie par BRUNO Amat  
Chef de bureau  
bruno.amat@gard.gouv.fr

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ° 2026 – 02 du 20 janvier 2026**

complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2026 du 7 juillet 2000 définissant les prescriptions techniques que doit respecter le G.I.E. CHIMIE Salindres pour l'exploitation, de ses installations industrielles et de services sur le site

Le préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre 1<sup>er</sup> ;
- Vu** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 22 août 2023 nommant M. Emile SOUMBO, sous-préfet d'Alès ;
- Vu** l'arrêté n°30-2024-10-18-00007 du 18 octobre 2024 donnant délégation de signature à M. Emile SOUMBO, sous-préfet de l'arrondissement d'Alès ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** les fiches techniques de combustion rédigées par la Direction générale de l'énergie et du climat ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2026 du 7 juillet 2000 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires 2009-23 du 31 août 2009, 2011-27 du 18 août 2011 et 2017-32 du 20 novembre 2017 définissant les prescriptions techniques que doit respecter la société GIE CHIMIE pour l'exploitation de ses installations industrielles et de service sur son site de SALINDRES ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n° 30-2024-10-18-00007 du 18 octobre 2024 donnant délégation de signature à M. Emile Soumbo, sous-préfet d'Alès ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance relatif au relatif à la mise en place d'une chaudière de production vapeur fonctionnant avec de la biomasse d'une puissance de 8 MW, opérée par le GIE Chimie, sur la plateforme chimique de Salindres transmis le 31 octobre 2025 ;
- Vu** les compléments apportés par le GIE Chimie par mails du 27 novembre 2025 ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 11 décembre 2025 de l'Inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 12 décembre 2025 par lettre recommandée, pour observations éventuelles, avec accusé de réception du xxx 2025 ;
- Vu** l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant que le GIE est actuellement autorisé à exploiter des installations situées au sein de la plateforme chimique de Salindres au titre de la législation sur les installations classées ;

Considérant qu'en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant a transmis le 31 octobre 2025 un porter à connaissance portant sur l'installation d'une nouvelle chaudière de production de vapeur fonctionnant avec de la biomasse d'une puissance de 8 MW ;

Considérant que l'ensemble des modifications figurant dans le porter à connaissance du 31 octobre 2025 et apportées à l'installation, ne modifient pas notablement les conditions de fonctionnement de l'établissement ;

Considérant que les évolutions du site présentées par l'exploitant dans le dossier de porter à connaissance susvisé ne sont pas de nature à entraîner des nuisances et impacts supplémentaires sur l'environnement par rapport à ceux déjà présents dans la demande d'autorisation initiale ;

Considérant que l'ensemble des modifications apportées à l'installation ne sont pas susceptibles d'induire de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour le voisinage et l'environnement ;

Considérant que dès lors ces modifications ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant néanmoins qu'il est nécessaire de compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 susvisé pour tenir compte des évolutions envisagées permettant ainsi de limiter les incidences de l'installation sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment sur la commodité du voisinage, sur la santé, la sécurité, la salubrité publiques et sur la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de faire application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;



Sur proposition du sous-préfet d'Alès ;

## ARRÊTE :

### **ARTICLE 1 : Objet**

La société GIE Chimie dont le siège social est situé Quartier Usine - 30 340 Salindres est autorisé à poursuivre l'exploitation de ses installations situées au sein de la plateforme chimique de Salindres, sous réserve de respecter les prescriptions additionnelles prévues au présent arrêté complémentaire, et de mettre en œuvre les dispositions prescrites dans le dossier présenté à l'appui de sa demande.

### **ARTICLE 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n°2017-32 du 20 novembre 2017 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1.1 : tableau de classement des ICPE Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature des installations et volume autorisé	Régime
2910-A-1	Installation de combustion qui consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de <u>l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement</u> , ou du biogaz provenant d'installations classées sous la <u>rubrique 2781-1</u> , si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :  <b>1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW</b>	Puissance totale installée : 47,4 MW  - 2 chaudières : 12,3 + 11 = 23,3 MW - 1 turbine à gaz : 16,1 MW - 1 chaudière biomasse : 8MW	E

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration avec contrôle périodique ; NC : non classé »

### **ARTICLE 3 : Prévention des pollutions atmosphériques**

Les articles 4.3 et 4.4.2 de l'arrêté préfectoral n°2026 du 7 juillet 2000 sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **« Article 4.3 Conduits d'évacuation des effluents canalisés**

Les caractéristiques de construction des conduits d'évacuation à l'atmosphère, assurent une bonne diffusion des émissions de façon à ne pas entraîner de gêne dans les zones accessibles à la population. La forme des conduits est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Les hauteurs des cheminées sont conformes à la réglementation en vigueur. Les cheminées présentent les hauteurs minimales suivantes :

Source émission	Combustible	Hauteur minimale de la cheminée
Chaufferie avec 2 chaudières STEIN 12,3 MW et CAR 11 MW Puissance totale = 23,3 MW	Gaz naturel	60 m
Unité de co-génération Puissance = 16,1 MW	Gaz naturel	26 m
Chaudière biomasse Puissance = 8 MW	Plaquettes forestières et emballages bois	19 m

Afin de permettre le contrôle à l'émission de gaz et poussières, les cheminées sont pourvues d'orifices obturables et commodément accessibles permettant des mesures représentatives des émissions à l'atmosphère. Les sections de mesures sont implantées et les conduits aménagés de façon à respecter les règles générales en vigueur.

#### **« Article 4.4.2 Valeurs limites**

La vitesse ascendante des gaz rejetés par les installations de combustion à l'atmosphère est au minimum égale à 5m/s.

Les rejets issus des installations respectent les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètres	Valeur limite (mg/Nm <sup>3</sup> )		
	Chaudières STEIN & CAR (Gaz Naturel)	Unité cogénération (Gaz naturel)	Chaudière biomasse



Teneurs sur gaz sec en oxygène ramené à	3 %	3 %	6 %
Poussières	5	15	30
SO <sub>2</sub>	35	1100	200
NO <sub>x</sub>	100	150	300
CO	100	100	250
COVnm	/	/	50
HAP	/	/	0,1
HF	/	/	25
HCl	/	/	30
Dioxines et furanes	/	/	0,1 ng I-TEQ/>Nm <sup>3</sup>
Cadmium (Cd), Mercure (Hg), Thallium (Tl) et leurs composés	/	/	0,05 par métal 0,1 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)
Arsenic (As), Sélénium (Se), Tellure (Te) et leurs composés	/	/	1 exprimée en (As+Se+Te)
Plomb (Pb) et ses composés	/	/	1 exprimée en Pb
Antimoine (Sb), Chrome (Cr), Cobalt (Co), Cuivre (Cu), Etain (Sn), Manganèse (Mn), Nickel (Ni), Vanadium (V), Zinc (Zn) et leurs composés	/	/	20 pour la somme des métaux

#### **ARTICLE 4 : Prévention des risques industriels : barrières de sécurité**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées trois mois avant le démarrage des travaux relatifs à l'implantation de la chaudière biomasse telle que décrite dans le porter à connaissance sus-visé transmis le 31 octobre 2025, la justification de la mise en œuvre de 3 mesures de maîtrise des risques (MMR) indépendantes sur chacun des deux scénarios identifiés au niveau de la calandre de la chaudière du porter à connaissance sus-cité. Pour chacun de ces deux scénarios, en cas de défaillance de l'une des trois MMR associées, la probabilité du-dit scénario doit rester en classe E selon l'approche probabiliste définie à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 sus-cité.

## **ARTICLE 5 : ATTES-SECUR**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées trois mois avant le démarrage des travaux relatifs à l'implantation de la future chaudière biomasse telle que décrite dans le porter à connaissance sus-visé transmis le 31 octobre 2025, l'ATTES-SECUR voire ATTES-MEMOIRES des parcelles considérées par cette installation chaudière biomasse ainsi que prévues dans le cadre de la procédure cessation d'activité. Si cette dernière prévoit cependant des travaux de réhabilitation, le projet d'implantation de la chaudière biomasse doit prendre en compte le niveau de réhabilitation prévu dans son étude d'impact.

## **ARTICLE 6 : Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement.

## **ARTICLE 7 : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 8 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

### **ARTICLE 9 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :  
<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

### **ARTICLE 10 : Exécution**

Le Sous-Préfet d'Alès, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le maire de Salindres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GIE Chimie.

Le Préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet,



Emile Soumbo